

## V. Une France de l'impartialité

### 48. Décentralisation

La société que nous construisons est fondée sur la confiance. L'organisation politique doit garantir que les décisions se prennent au plus près des citoyens et des réalités de terrain. La centralisation excessive, le jacobinisme, la concentration du pouvoir vont à l'encontre de ce principe de confiance. Nous soutenons que ce principe de confiance, de délégation, de décentralisation doit s'imposer d'autant plus que ces organisations sont de grande taille. Le **principe de subsidiarité**, qui institue la confiance au terrain et le refus de tout régenter d'en haut, est donc fondateur de la démarche communautaire européenne. Il est nécessairement le principe fondateur de l'action contre le changement climatique, et pour le développement équilibré du monde.

Le Mouvement Démocrate propose **que les régions aient la compétence pour la création d'emplois, le soutien aux jeunes entreprises ou encore l'orientation des lycéens**. Il faut favoriser le **besoin d'autonomie des régions** et sauvegarder la clause de compétences en faveur de celles-ci. Il faut mettre fin à cette volonté du pouvoir de restreindre les pouvoirs et les moyens des régions pour que l'Etat prenne une place encore plus grande. Nous défendons en priorité pour les régions l'emploi, l'école, la création d'un tissu d'entreprises pour la France, la santé qui sont au même plan que la défense nécessaire de l'environnement.

L'emploi doit être créé avant tout par les entreprises. A ce titre, les **TPE/PME, les artisans, les commerçants doivent pouvoir trouver une meilleure écoute de la part des banquiers**. Nous proposons donc un **«fonds de caution»** pour que les petits entrepreneurs ne soient pas dépourvus en allant voir les banques. Il faut que les **charges sociales soient prises par la région** afin d'aider les entreprises dont les dossiers sont sérieux car avec peu d'argent, on peut créer beaucoup d'emplois, et principalement des emplois durables.

Les régions doivent également s'occuper des lycéens. La région doit s'occuper de l'orientation d'un bout à l'autre de la vie scolaire et leur proposer des stages. Nous proposons également d'offrir des bourses solides pour les étudiants afin que ceux-ci puissent assurer des permanences de surveillance auprès des lycéens. Il faut qu'ils puissent trouver un moment le soir pour leurs études dans les bibliothèques universitaires.

Enfin, nous refusons la réforme des collectivités territoriales telle qu'elle a été adoptée en novembre 2010. En effet, au lieu de simplifier les niveaux d'organisation territoriale et les compétences, cette réforme ne supprime réellement aucun échelon et en ajoute un nouveau à la place. D'autre part, le gouvernement a voulu repousser à 2014 la réflexion sur les attributions de compétences, refusant ainsi de prendre ses responsabilités. Le Mouvement Démocrate refuse également le nouveau mode d'élection des conseillers territoriaux, un mode de scrutin majoritaire avec un seuil important entre le premier et le second tour (12,5% des inscrits). Autrement dit, cette élection favorisera une fois de plus les grands partis, sans laisser s'exprimer des formations plus réduites, qui ne veulent pas suivre la tendance antagoniste de la vie politique française actuelle.